

[fn](#)**Publié le : 2020-05-25**[Image de la publication](#)

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

25 MAI 2020. - Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, l'article 4 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les articles 11 et 42 ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, les articles 181, 182 et 187 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu l'article 8, § 2, 1^o et 2^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, le présent arrêté est excepté de l'analyse d'impact de la réglementation ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 mai 2020 ;

Vu l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil, donné le 25 mai 2020 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'urgence, qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours, en raison notamment de l'évolution très rapide de la situation en Belgique et dans les Etats proches, et de la nécessité d'envisager des mesures fondées sur les résultats épidémiologiques qui évoluent de jour en jour, les derniers ayant justifié les mesures décidées lors du Conseil National de Sécurité qui s'est tenu le 13 mai 2020 ; qu'il est dès lors urgent de renouveler certaines mesures et d'en adapter d'autres ;

Considérant les concertations entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil National de Sécurité qui s'est réuni les 10, 12, 17, et 27 mars 2020, les 15 et 24 avril 2020, ainsi que les 6, 13 et 20 mai 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la déclaration du Directeur régional de l'OMS pour l'Europe du 16 avril 2020, qui souligne que l'Europe reste le continent le plus touché malgré que certains pays européens connaissent une accalmie, qui encourage ces pays à ne pas abandonner leurs efforts malgré la complexité, les incertitudes et les interrogations sur la durée et sur les sacrifices nécessaires, et à adopter une stratégie adéquate qui doit garantir que la transmission du virus soit contrôlée et que les mesures visant à assouplir les restrictions et la transition vers une « nouvelle normalité » soient régies par des principes de santé publique ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen, et en Belgique ; que le nombre total de contaminations continue à augmenter et qu'il faut éviter à tout prix une nouvelle vague de malades ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 semble se transmettre d'un individu à un autre, par voie aérienne ; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le

nez ;
Considérant le nombre de cas d'infection détectés et de décès survenus en Belgique depuis le 13 mars 2020 ;
Considérant les avis de CELEVAL ;
Considérant l'avis du Conseil Supérieur des Indépendants et des PME du 22 avril 2020 ;
Considérant que le danger s'est étendu à l'ensemble du territoire national ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximaliser leur efficacité ;
Considérant que, compte tenu de ce qui précède, les rassemblements dans des lieux clos et couverts, mais également en plein air constituent un danger particulier pour la santé publique ;
Considérant, par conséquent, qu'une mesure de police imposant l'interdiction de tout rassemblement est indispensable et proportionnée ;
Considérant que l'interdiction précitée est de nature, d'une part, à diminuer le nombre de contaminations aiguës et partant de permettre aux services de soins intensifs d'accueillir les patients gravement atteints dans les meilleures conditions possibles et, d'autre part, de donner aux chercheurs plus de temps pour trouver des traitements efficaces et mettre au point des vaccins ;
Considérant qu'il est nécessaire, afin de continuer à limiter la propagation du virus, que les mesures de restriction des déplacements et de distanciation sociale soient prolongées, tout en prévoyant quelques assouplissements supplémentaires afin de lever graduellement ces mesures; que la situation sanitaire est évaluée régulièrement ; que cela signifie qu'un retour à des mesures plus strictes n'est jamais exclu ;
Considérant le rapport du 22 avril 2020 du GEES (Groupe d'Experts en charge de l'Exit Strategy) qui contient une approche par phase pour le retrait progressif des mesures et qui se fonde principalement sur trois aspects essentiels, à savoir le port d'un masque, le testing et le traçage ; que le rapport vise à assurer un équilibre entre le maintien de la santé, qu'elle soit physique ou mentale, la réalisation de missions pédagogiques dans le domaine de l'enseignement et la relance de l'économie ; que le GEES est composé d'experts de domaines variés, notamment des médecins, des virologues et des économistes ;
Considérant les avis du GEES;
Considérant le Plan Phénix vers un redémarrage du commerce de Comeos ;
Considérant le « Guide relatif à l'ouverture des commerces en vue de lutter contre la propagation du COVID-19 », mis à disposition sur le site web du Service public fédéral Economie ;
Considérant le « Guide générique en vue de lutter contre la propagation du COVID-19 au travail », mis à disposition sur le site web du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale ;
Considérant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, ainsi que les arrêtés d'exécution ;
Considérant la concertation du 22 mai 2020 en Comité de concertation ;
Considérant que l'évolution des chiffres relatifs aux nouvelles contaminations permet désormais d'autoriser la réouverture de certaines aires de jeux extérieures, sous certaines conditions;
Considérant que, sans préjudice de la responsabilité individuelle de toute personne de respecter la distanciation sociale, les autorités compétentes doivent empêcher tout afflux dans les lieux touristiques ou autres ;
Considérant l'urgence,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, paragraphe 7 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Les établissements relevant des secteurs culturel, festif, récréatif, touristique, sportif et horeca sont fermés.

Le mobilier de terrasse du secteur horeca doit être stocké à l'intérieur. La livraison des repas et les repas à emporter sont autorisés.

Les entreprises ne peuvent organiser aucune activité culturelle, festive, récréative, touristique ou sportive.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, peuvent rester ouverts :

1° les hôtels et appart'hôtels, à l'exception de leurs éventuels restaurants, salles de réunion et espaces de loisirs ;

2° les infrastructures nécessaires à l'exercice des activités physiques à l'air libre n'impliquant pas de contacts physiques, à l'exclusion des vestiaires, douches et cafétérias ;

3° les infrastructures d'intérêt culturel ;

4° les infrastructures d'intérêt naturel ;

5° les aires de jeux de quartier en plein air qui sont sous la surveillance d'une autorité locale;

6° les aires de jeux de grande taille en plein air dans les parcs qui sont sous la surveillance d'une autorité

locale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les bibliothèques sont ouvertes.

Les infrastructures d'intérêt culturel visées à l'alinéa 4, 3^o sont :

- les musées ;
- les demeures et monuments historiques ;
- les châteaux et citadelles.

On entend par « musée » :

- une structure reconnue comme musée ou comme centre d'art par au moins une de ces entités : le gouvernement fédéral et les entités fédérées ;
- une institution permanente au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui acquiert, conserve, étudie, transmet et/ou expose le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et son environnement, à des fins d'étude, d'éducation et de délectation par le biais d'expositions, d'activités pour le public et de publications scientifiques ou de vulgarisation, toutes réalisées par des professionnels.

Les infrastructures d'intérêt naturel visées à l'alinéa 4, 4^o sont :

- les jardins ;
- les parcs et réserves naturels ;
- les zoos et parcs animaliers.

Les modalités suivantes s'appliquent à la visite des infrastructures d'intérêt culturel visées à l'alinéa 4, 3^o :

- les visites sont individuelles ou en compagnie des personnes vivant sous le même toit ;
- les règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance d'1,5 mètre entre chaque personne, sont respectées ;
- un système de billetterie en ligne ou par téléphone est mis en place ;
- un visiteur est autorisé par 15 m² ;
- un nombre maximum de visiteurs par créneau horaire est déterminé ;
- un plan de circulation à sens unique est élaboré et un guidage du public est mis en place ;
- le personnel est chargé de contrôler le respect des règles de distanciation sociale ;
- les éventuelles boutiques sont tenues de respecter les règles visées aux paragraphes 2 et 3 ;
- les éventuels cafétérias, restaurants, attractions et aires de jeux sont fermés, à l'exception des aires de jeux en plein air sous la surveillance de l'exploitant, qui doit empêcher tout afflux ;
- le matériel didactique est désinfecté après chaque utilisation.

Les modalités suivantes s'appliquent à la visite des infrastructures d'intérêt naturel visées à l'alinéa 4, 4^o :

- les visites sont individuelles ou en compagnie des personnes vivant sous le même toit ;
- les règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance d'1,5 mètre entre chaque personne sont respectées ;
- un système de billetterie en ligne ou par téléphone est mis en place ;
- un visiteur est autorisé par 10 m² de surface accessible au public ;
- un nombre maximum de visiteurs par créneau horaire est déterminé ;
- un plan de circulation à sens unique est élaboré et un guidage du public est mis en place ;
- le personnel est chargé de contrôler le respect des règles de distanciation sociale ;
- les éventuelles boutiques sont tenues de respecter les règles visées aux paragraphes 2 et 3 ;
- les éventuels cafétérias, restaurants, attractions et aires de jeux sont fermés, à l'exception des aires de jeux en plein air sous la surveillance de l'exploitant, qui doit empêcher tout afflux.

Les modalités suivantes s'appliquent à la visite des aires de jeux visées à l'alinéa 4, 5^o :

- les visites sont réservées aux enfants jusqu'à 12 ans inclus ;
- les adultes qui accompagnent les enfants respectent les règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance d'1,5 mètre entre chaque personne.

Les modalités suivantes s'appliquent à la visite des aires de jeux visées à l'alinéa 4, 6^o :

- les visites sont réservées aux enfants jusqu'à 12 ans inclus ;
- l'aire de jeux peut accueillir un maximum de 20 enfants à la fois ;
- les adultes qui accompagnent les enfants respectent les règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance d'1,5 mètre entre chaque personne. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 27 mai 2020.

Bruxelles, le 25 mai 2020.

P. DE CREM

[end](#)

Published on: 2020-05-25

[Publication image](#)

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

MAY 25, 2020. - Ministerial decree amending the ministerial decree of March 23, 2020 on emergency measures to limit the spread of the COVID-19 coronavirus

The Minister of Security and the Interior,

Having regard to the law of 31 December 1963 on civil protection, article 4;

Considering the law of August 5, 1992 on the police function, articles 11 and 42;

Given the law of May 15, 2007 relating to civil security, Articles 181, 182 and 187;

Considering the ministerial decree of March 23, 2020 carrying emergency measures to limit the spread of the COVID-19 coronavirus;

In view of article 8, § 2, 1° and 2°, of the law of 15 December 2013 laying down various provisions concerning administrative simplification, this order is excepted from an analysis of the impact of the regulations;

Having regard to the opinion of the Finance Inspector, given on May 24, 2020;

Having regard to the opinion of the Ministers who deliberated on it in Council, given on May 25, 2020;

Given the laws on the Council of State, coordinated on 12 January 1973 Article 3, § 1st, paragraph 1st;

Given the urgency, which does not allow waiting for the opinion of the section of legislation of the Council of State within a period reduced to five days, due in particular to the very rapid development of the situation in Belgium and in the States close, and the need to consider measures based on the epidemiological results which evolve from day to day, the latter having justified the measures decided at the National Security Council held on May 13, 2020; whereas it is therefore urgent to renew certain measures and to adapt others;

Considering the consultations between the governments of the federated entities and the competent federal authorities, within the National Security Council which met on March 10, 12, 17 and 27, 2020, on April 15 and 24, 2020, as well as on the 6th, May 13 and 20, 2020;

Considering Article 191 of the Treaty on the Functioning of the European Union which enshrines the precautionary principle in the context of the management of an international health crisis and active preparation for the potential of these crises; whereas this principle implies that when a serious risk presents a high probability of occurring, it falls to the public authorities to adopt urgent and provisional measures;

Considering the WHO declaration on the characteristics of the COVID-19 coronavirus, in particular on its high contagiousness and its risk of mortality;

Considering the qualification by WHO of the COVID-19 coronavirus as a pandemic on March 11, 2020;

Considering that, as of March 16, 2020, the WHO has raised to its maximum degree the level of the threat linked to COVID-19 which is destabilizing the world economy and spreading rapidly throughout the world;

Considering the declaration of the WHO Regional Director for Europe of 16 April 2020, which stresses that Europe remains the continent most affected despite the fact that certain European countries are experiencing a lull, which encourages these countries not to give up their efforts despite the complexity, uncertainties and questions about the duration and the sacrifices necessary, and to adopt an adequate strategy which must guarantee that the transmission of the virus is controlled and that the measures aimed at relaxing the restrictions and the transition to a "new normality" are governed by public health principles;

Considering the spread of the COVID-19 coronavirus on European territory, and in Belgium; that the total number of infections continues to increase and that a new wave of patients should be avoided at all costs;

Considering the urgency and the health risk presented by the COVID-19 coronavirus for the Belgian population;

Considering that the COVID-19 coronavirus is an infectious disease which generally affects the lungs and respiratory tract;

Considering that the COVID-19 coronavirus seems to be transmitted from one individual to another, by air; that the transmission of the disease seems to occur by all possible modes of emission by the mouth and the nose;

Considering the number of cases of infection detected and deaths occurring in Belgium since March 13, 2020;

Considering the opinions of CELEVAL;

Considering the opinion of the Superior Council of Independents and SMEs of April 22, 2020;

Considering that the danger has spread throughout the national territory; that it is in the general interest that there is consistency in the taking of measures to maintain public order, in order to maximize their effectiveness;

Considering that, taking into account the above, gatherings in closed and covered places, but also in the open air constitute a particular danger for public health;

Considering, therefore, that a police measure imposing the ban on all assemblies is essential and proportionate;

Considering that the aforementioned prohibition is likely, firstly, to reduce the number of acute contaminations and therefore to allow the intensive care services to receive seriously ill patients in the best possible conditions and, secondly, give researchers more time to find effective treatments and develop vaccines;

Considering that it is necessary, in order to continue to limit the spread of the virus, that the measures restricting movement and social distancing be prolonged, while providing for some additional relaxation in order to gradually lift these measures; that the health situation is regularly assessed; that this means that a return to stricter measures is never excluded;

Considering the report of April 22, 2020 of the GEES (Group of Experts in charge of the Exit Strategy) which contains a phased approach for the progressive withdrawal of the measures and which is based mainly on three essential aspects, namely the wearing of a mask, testing and tracing; that the report aims to ensure a balance between the maintenance of health, whether physical or mental, the carrying out of educational missions in the field of education and the revival of the economy; that the GEES is composed of experts from various fields, in particular doctors, virologists and economists;

Considering the opinions of the GEES;

Considering the Phoenix Plan towards a revival of the Comeos trade;

Considering the "Guide to the opening of shops to combat the spread of COVID-19", available on the website of the Federal Public Service Economy;

Considering the "Generic guide to fight against the spread of COVID-19 at work", made available on the website of the Federal Public Service Employment, Labor and Social Dialogue;

Considering the law of August 4, 1996 relating to the well-being of workers during the performance of their work, as well as the implementing orders;

Considering the concertation of May 22, 2020 in the Concertation Committee;

Considering that the evolution of the figures relating to new contamination now allows the reopening of certain outdoor play areas,

Considering that, without prejudice to the individual responsibility of any person to respect social distancing, the competent authorities must prevent any influx into tourist or other places;

Considering the urgency,

Stops:

Article 1st. Article 1st, paragraph 7 of the Ministerial Decree of 23 March 2020 concerning emergency measures to limit the spread of the coronavirus Covid-19 is replaced by the following:

"§ 7. The institutions within the cultural, festive, recreational, tourist, sporting and catering are closed.

Terrace furniture in the catering sector must be stored indoors. Delivery of meals and take-out meals are permitted.

Companies cannot organize any cultural, festive, recreational, tourist or sporting activity.

Notwithstanding paragraph 1st, can remain open:

1° hotels and apartment hotels, with the exception of their potential restaurants, meeting rooms and recreational areas;

2° the infrastructure necessary for the exercise of physical activities in the open air not involving physical contact, with the exception of changing rooms, showers

and cafeterias;

and cafeterias,

3 ° infrastructures of cultural interest;

4 ° infrastructures of natural interest;

5 ° outdoor neighborhood play areas that are under the supervision of a local authority;

(6) large outdoor play areas in parks that are under the supervision of a local authority.

Notwithstanding paragraph 1st, libraries are open.

The infrastructures of cultural interest referred to in paragraph 4, 3 ° are:

- museums;
- historic residences and monuments;
- castles and citadels.

“Museum” means:

- a structure recognized as a museum or as an art center by at least one of these entities: the federal government and the federated entities;
- a permanent institution at the service of society and its development, open to the public, which acquires, preserves, studies, transmits and / or exhibits the tangible and intangible heritage of humanity and its environment, for study purposes, education and enjoyment through exhibitions, activities for the public and scientific or popular publications, all carried out by professionals.

The infrastructures of natural interest referred to in paragraph 4, 4 ° are:

- gardens;
- parks and nature reserves;
- zoos and animal parks.

The following conditions apply to the visit to infrastructures of cultural interest referred to in paragraph 4, 3 °:

- visits are individual or in the company of people living under the same roof;
- the rules of social distancing, in particular the maintenance of a distance of 1.5 meters between each person, are respected;
- an online or telephone ticketing system is set up;

- a visitor is authorized per 15 m²;
- a maximum number of visitors per time slot is determined;
- a one-way traffic plan is drawn up and public guidance is set up;
- the staff is responsible for monitoring compliance with the rules of social distancing;
- any shops are required to comply with the rules referred to in paragraphs 2 and 3;
- any cafeterias, restaurants, attractions and play areas are closed, with the exception of open-air play areas under the supervision of the operator, who must prevent any influx;

- the teaching material is disinfected after each use.

The following conditions apply to visits to natural interest infrastructure referred to in paragraph 4, 4 °:

- visits are individual or in the company of people living under the same roof;
- the rules of social distancing, in particular the maintenance of a distance of 1.5 meters between each person are respected;
- an online or telephone ticketing system is set up;

- one visitor is authorized per 10 m² surface accessible to the public;
- a maximum number of visitors per time slot is determined;
- a one-way traffic plan is drawn up and public guidance is set up;
- the staff is responsible for monitoring compliance with the rules of social distancing;
- any shops are required to comply with the rules referred to in paragraphs 2 and 3;
- any cafeterias, restaurants, attractions and play areas are closed, with the exception of open-air play areas under the supervision of the operator, who must prevent any influx.

The following conditions apply to the visit to the play areas referred to in paragraph 4, 5 °:

- the visits are reserved for children up to and including 12 years of age;
- adults accompanying children respect the rules of social distancing, in particular maintaining a distance of 1.5 meters between each person.

The following conditions apply to the visit to the play areas referred to in paragraph 4, 6 °:

- the visits are reserved for children up to and including 12 years of age;
- the play area can accommodate a maximum of 20 children at a time;
- adults accompanying children respect the rules of social distancing, in particular maintaining a distance of 1.5 meters between each person. »

Art. 2. This decree comes into force on May 27, 2020.

Brussels, May 25, 2020.

P. DE CREM

[debut](#)

Published on: 2020-05-25



Original text

- les éventuels cafétéria sont fermés, à l'exception de la surveillance de l'exploiter

[Contribute a better translation](#)